

## La France, un «pays d'assistés»?

Mathieu Magnaudeix, *Mediapart*, 25 Avril 2011

Priver plus d'un million de bénéficiaires du RSA et leur famille de revenu minimum? L'idée n'est pas de Marine Le Pen, ni de son père, mais bien du très influent conseiller de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson. Quelques jours après la cuisante défaite de l'UMP aux cantonales, cet ancien de *Minute* théorisait dans *Paris-Match* son «*plan de bataille*» pour reconquérir d'ici 2012 l'électorat populaire: immigration, identité nationale, et lutte contre l'assistanat dans le cadre d'une «*grande loi de réhabilitation du travail*». Alors que 4 millions de Français sont au chômage et que la crise continue de produire ses effets, l'idéologue propose ni plus ni moins de «*réserver le RSA aux bénéficiaires qui ont un travail*». Or parmi les 1,8 million d'allocataires du revenu de solidarité active, l'ex-RMI, seuls 650.000 sont dans ce cas. Si une telle mesure était votée, plus d'un million se verraient donc privés de ressources.



Une idée folle? La dénonciation de l'«*assistanat*», sujet «*clivant*» par excellence entre la gauche et la droite, est pourtant en train de devenir la lubie des durs de la majorité, qui pensent sans doute pouvoir rejouer la partition victorieuse de Nicolas Sarkozy en 2007. Fin mars, un député de Moselle proposait de [forcer les chômeurs à effectuer des «travaux d'intérêt général»](#). Quelques jours plus tard, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Laurent Wauquiez, annonçait [dans Le Figaro](#) une proposition de loi conditionnant le versement du RSA à «*cinq heures de travail social*» – non rémunéré – par semaine. «*Ce n'est pas une sanction mais un marche-pied vers l'emploi*», dit-il, pour éviter que «*le RSA ne se transforme en nouvelle prestation d'assistanat*». La proposition a fait réagir le père du revenu de solidarité active: Martin Hirsch a dénoncé [sur son blog](#) des «*propositions démagogiques, dangereuses parce qu'inefficaces*» qui «*commencent à fleurir avec le printemps préélectoral*».

L'offensive ne s'arrête pas là. Depuis quelques semaines, les ministres Bachelot (Solidarités) et Bertrand (Santé, Travail) multiplient les coups de communication autour de la question des fraudes aux prestations sociales, un thème très populaire dans l'électorat de droite. Xavier Bertrand a un coup d'avance, puisque *Le Figaro Magazine* lui a consacré sa une le 4 mars (*voir ci-contre*). Quant à [François Bayrou](#) (Modem), il estime que le projet du PS, récemment rendu public, va encourager «*l'assistanat*».

Ne craignant pas l'amalgame entre déficit de la sécurité sociale et immigrés, une quarantaine de députés UMP ont déposé le 13 avril un projet de texte ([en ligne ici](#)) réservant le minimum vieillesse, versé à 70.000 bénéficiaires de plus de 65 ans gagnant moins de 9.000 euros par an, aux seuls Français ou à ceux qui ont travaillé en France, alors qu'il a toujours été versé sans condition de nationalité. Une initiative inouïe, à laquelle la présidente de la Caisse d'assurance-vieillesse, Danièle Karniewicz, a répondu dans un courrier que *Mediapart* s'est procuré: «*Pour les personnes qui n'ont jamais travaillé en France, (l'allocation) ne représente pas une retraite mais un minimum vital.*»

«*Le virus anti-assistanat a gangrené les politiques français*», y compris au PS, conclut Olivier Ferrand, animateur du *think-tank* progressiste [Terra Nova](#).

Alors, vivons-nous vraiment dans un «*pays d'assistés*»? Les bénéficiaires de minima sociaux sont-ils vraiment encouragés à ne rien faire? La fraude aux allocations est-elle vraiment un fléau français? Le point, avec des chiffres et des arguments.

### «Un langage codé»

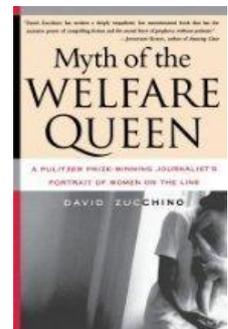
Surprise: [Nicolas Duvoux](#), sociologue à Paris-Descartes, n'a pas peur d'utiliser le terme «*assistés*». Il l'a même repris dans le titre de son livre, *L'Autonomie des assistés* (*ci-contre*, détails sous le «*Prolonger*»). Comme un défi à l'idée reçue selon laquelle les bénéficiaires de minima sociaux se complaisent dans la pauvreté, l'apathie et l'oisiveté. «*Pour le sociologue, l'assisté, c'est celui qui est pauvre, qui doit être aidé*» par la solidarité nationale: selon l'Insee, la France compte [8 millions de pauvres](#), qui vivent avec moins de 880 euros par mois.



Mais pour beaucoup de Français, «assistés» est évidemment péjoratif: «Ce terme évoque des gens en situation de dépendance par rapport à la collectivité, comme si, derrière la protection sociale institutionnalisée, se masquait une déliquescence morale», dit Duvoux. Avec le flot d'images qui s'y rapportent: les pauvres (ou les Roms) qui roulent en BMW – [un thème cher à Nicolas Sarkozy](#) – les journées passées à jouer à la console au lieu de chercher du travail, le travail au noir, ou encore les «allocations-braguettes» – l'idée selon laquelle les pauvres, souvent étrangers, font des enfants pour toucher les allocations familiales.

«Ces représentations ont émergé dès la fin des années 1970 aux Etats-Unis», à la fin de l'âge d'or économique de l'après-guerre, raconte [Hélène Périvier](#), économiste à l'OFCE (Sciences-Po). «Le républicain Ronald Reagan (président de 1981 à 1989) truffait ces discours sociaux de références à la «Welfare Queen»», cette femme pauvre de la banlieue de Chicago qui roulait prétendument en Cadillac, adorait le champagne, et aurait fraudé 150.000 dollars à diverses caisses sociales en s'inventant 80 noms, 30 adresses, et quatre maris décédés.

Un personnage inventé, comme l'a prouvé le livre du journaliste américain David Zuchino, *Myth of the Welfare Queen* (ci-contre). N'empêche: le cliché du pauvre oisif et fraudeur a fait florès. Y compris en Europe, où il a largement inspiré les politiques, de droite mais aussi de gauche à partir du milieu des années 1990. Dans l'inconscient collectif des Blancs américains, la «Welfare Queen» était bien souvent noire. «Les programmes sociaux sont faits pour aider les plus pauvres, et les plus pauvres sont aussi généralement les populations dominées, des femmes ou des personnes issues des minorités ethniques», rappelle Hélène Périvier, de l'OFCE.



«Mentionner l'assistanat dans le débat politique, c'est utiliser un langage codé, insiste Nicolas Duvoux. Ce terme évoque souvent, sans qu'il soit besoin de les nommer, les étrangers.» On saisit mieux pourquoi Patrick Buisson, le conseiller de Nicolas Sarkozy, place la «lutte contre l'assistanat» sur le même plan que l'immigration ou l'identité nationale...

Les Français qui tancent les «assistés» sont-ils pour autant tous racistes? «De plus en plus de gens, notamment les classes moyennes inférieures et les jeunes, se sentent floués dans le jeu de la solidarité», admet Danièle Karniewicz, la présidente de la Caisse nationale d'assurance-retraites. Notamment toute une France des classes moyennes inférieures gagnées par l'«[extension du désavantage social](#)», selon le sociologue Olivier Schwartz: les salariés au Smic ou à peine plus, les jeunes, ou ces «[petits-moyens](#)» fragilisés qui pensent qu'ils «*paient pour tout le monde*», pour les plus riches mais également pour les plus pauvres qui bénéficient des aides. Dans *L'Autonomie des assistés*, Nicolas Duvoux montre d'ailleurs que même les bénéficiaires du RSA refusent le terme d'«assistés» pour eux-mêmes, alors qu'ils l'emploient volontiers pour les autres...

## La France, trop généreuse avec ses pauvres?

La protection sociale en France représente beaucoup d'argent. La solidarité coûte cher: selon le ministère de la santé, la Sécurité sociale, qui affichera un [déficit de 24 milliards d'euros en 2011](#), verse chaque année 600 milliards d'euros de prestations (maladie, retraite, allocations familiales, RSA, etc.). C'est 31% du PIB, [un des niveaux les plus élevés dans l'OCDE](#), le club des pays riches. Un filet de protection conséquent, qui a aidé la France à mieux se sortir de la crise que bon nombre de ses voisins.

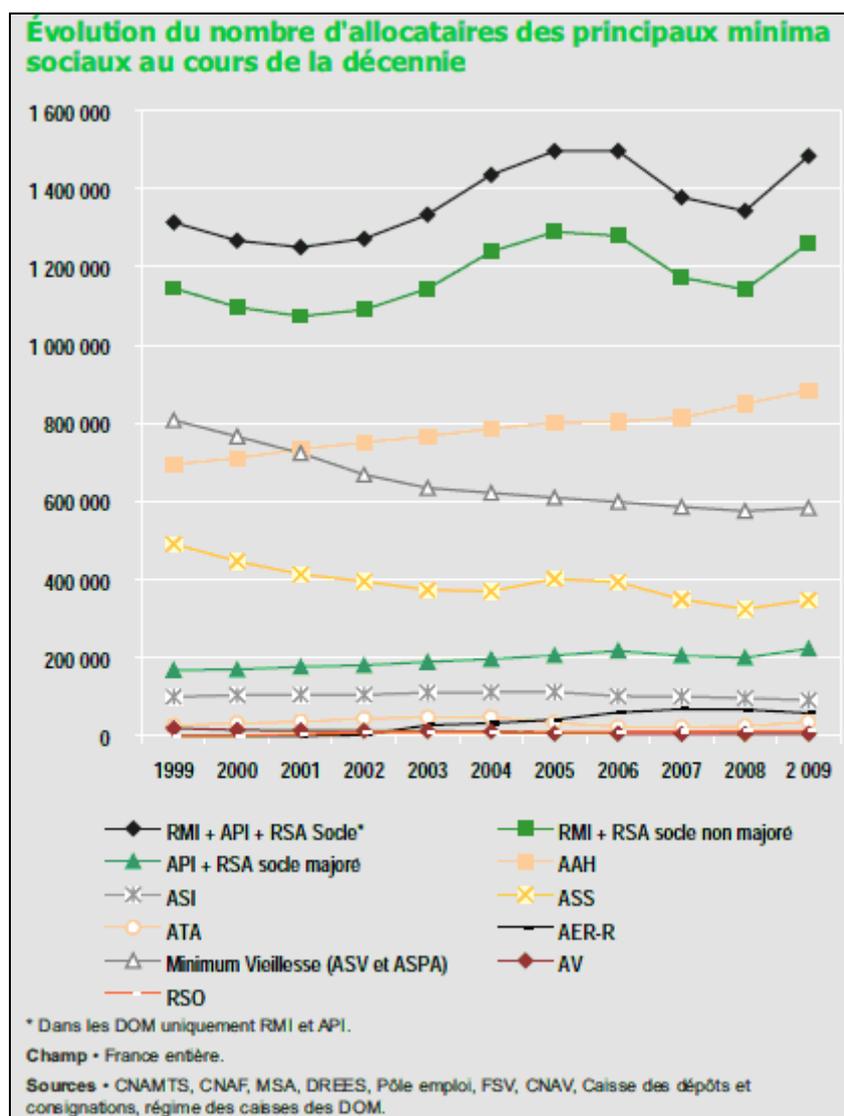
Ces dépenses augmentent en revanche d'au moins 4% par an, soit deux fois plus vite que le PIB – 4,7% en 2009, du fait de la crise. «Un dérapage incontrôlé», affirme le *think tank* libéral [Ifrap](#), pourfendeur de la dépense publique..., dans laquelle les minima sociaux ne jouent pourtant qu'une part minime: quatre cinquièmes des dépenses de la Sécurité sociale (soit 480 milliards d'euros au total) sont absorbées par les dépenses de vieillesse et de santé, occasionnées par l'ensemble des Français.

Selon le ministère de la santé, [3,5 millions de Français](#) touchent un des onze minima sociaux versés sous conditions de ressources: le Revenu de solidarité active (fusion de l'ex-RMI et de l'allocation parent isolé), l'ASS (chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance-chômage), l'ATA

(demandeurs d'asiles), l'AAH (handicapés sans avantage vieillesse ni rente d'accident du travail), l'allocation d'invalidité, l'allocation veuvage, le minimum vieillesse, le revenu de solidarité pour l'outre-mer...

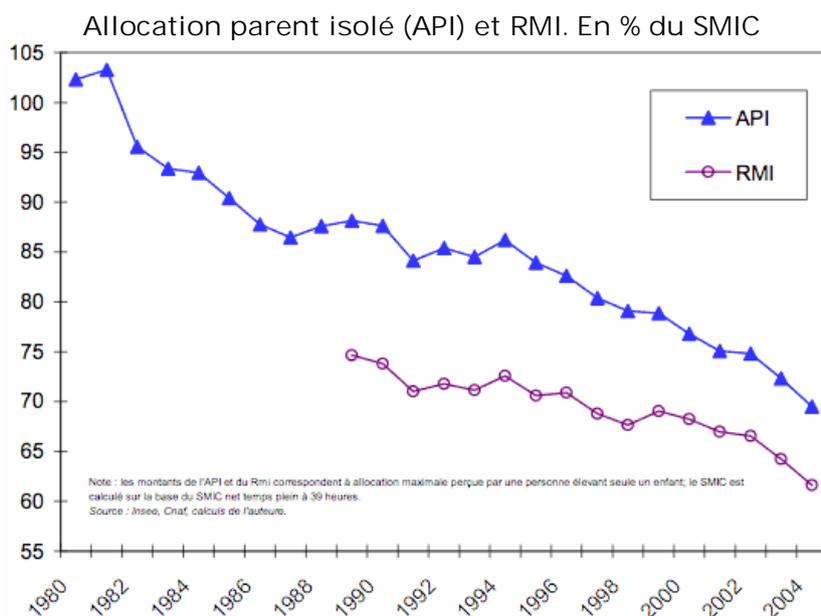
En prenant en compte les ayants droit (enfants, conjoints), ce sont plus de 6 millions de Français qui vivent avec une allocation. Tous ne sont pas inactifs: dans un tiers des 1,8 million de foyers qui bénéficient du RSA, au moins une personne travaille – c'était d'ailleurs la philosophie du projet de Martin Hirsch: donner un complément de revenus pour inciter à la reprise d'une activité.

Le nombre des bénéficiaires de minima sociaux n'explose pas. Comme le montre ce graphique ci-dessous (© Drees), il est surtout très dépendant de la conjoncture économique: le nombre d'allocataires du RSA a gonflé de 14% entre fin 2007 et fin 2010...



Le «succès» jamais démenti du RSA est aussi dû, rappelle Nicolas Duvoux, à [l'aspect de plus en plus «restrictif» des conventions d'assurance-chômage](#) négociées entre syndicats et patronat depuis le milieu des années 1990. «Entre 2001 et 2005, le nombre d'allocataires du RMI a ainsi progressé de 30%», explique le sociologue. Il sert en quelque sorte de roue de secours à notre système social, alors qu'il devait à sa création servir de tremplin vers l'emploi (le «i» de RMI veut dire «insertion») Contrairement aux idées reçues, les minima sociaux en France sont faibles. Alors que le [Smic](#) est à 1.365 euros brut, le RSA «socle» – de base – culmine à 467 euros pour une personne seule, à 980 euros pour un couple avec deux enfants. A peine la moitié du [seuil de pauvreté](#). «Par rapport au revenu médian (la moitié des Français gagne plus, l'autre moins - ndlr), le RMI a perdu 34% depuis le début des années 1990», rappelle Nicolas Duvoux.

Même évolution par rapport au Smic, au moins indexé chaque année sur l'inflation, comme le montre ce graphique :



© H.Périer/OFCE

Selon une [étude de l'Institut de recherches économiques et sociales](#) de 2007, «les montants des revenus minima garantis aux personnes pauvres sont beaucoup plus élevés» dans les onze autres pays européens étudiés: «de 30 à 40 % au Royaume-Uni et en Finlande, de l'ordre de 50 à 75 % en Irlande, Suède, Belgique et Pays-Bas, environ le double en Norvège et en Islande, environ le double pour les couples et environ 140% pour les parents isolés en Autriche, et de l'ordre de 150% au Danemark».

«En appauvrissant ainsi les plus faibles, la France est en train cultiver une exception délétère en Europe», estime Olivier Ferrand de Terra Nova, partisan d'une [«augmentation des minima sociaux»](#). «D'autant qu'elle prive également la quasi-majorité des moins de 25 ans du revenu de solidarité active, ce qui est une exception en Europe!» Selon Olivier Ferrand, le montant des minima sociaux dessine d'ailleurs une *«hiérarchie des générations dans notre pays»*: «709 euros pour le minimum vieillesse, 460 euros pour le RSA, 0 pour les jeunes».

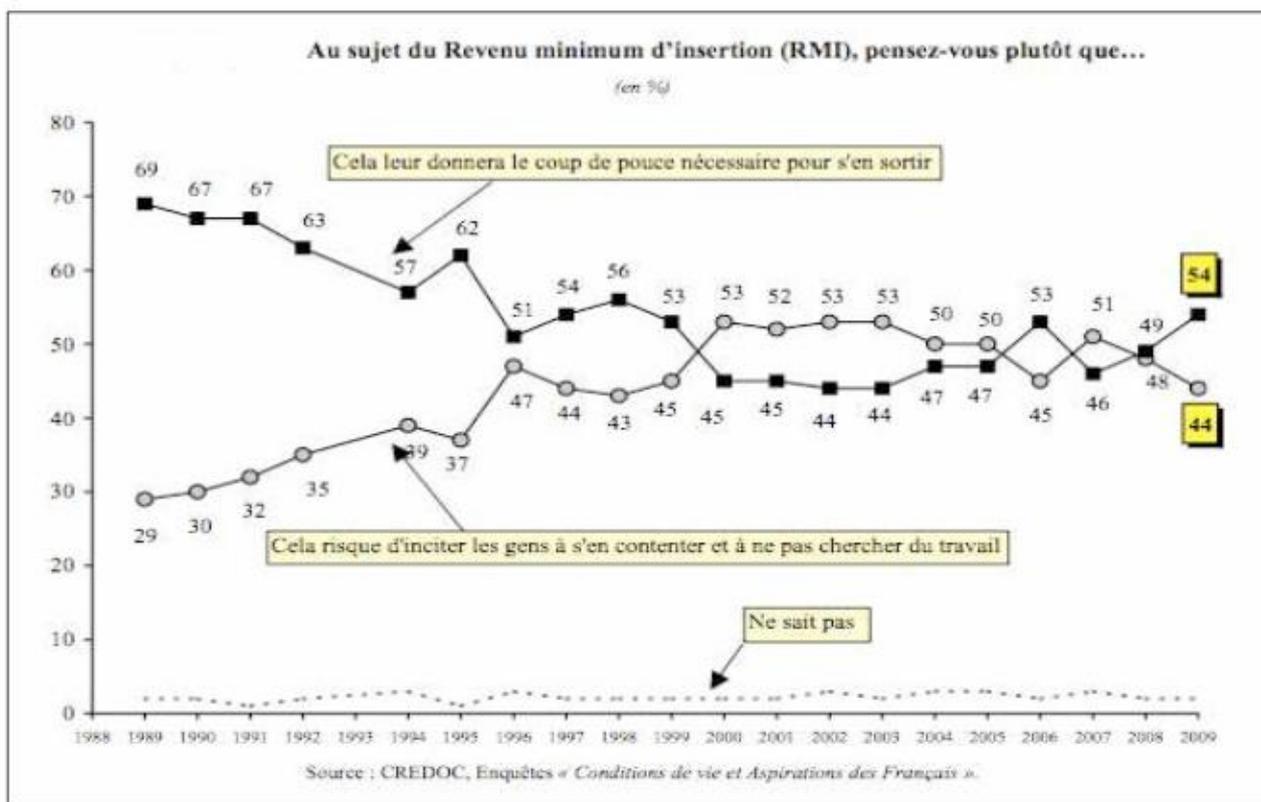
Pour de nombreux spécialistes de la protection sociale, l'importance du nombre de bénéficiaires des minima sociaux prouve avant tout l'épuisement de notre modèle social. Dans ce système imaginé après la guerre, à l'orée des Trente Glorieuses, chacun était protégé grâce à des droits acquis par son statut salarial et par sa famille. «La Sécurité sociale n'est pas fondée sur la citoyenneté, mais sur la nécessité de sécuriser le travailleur français, sa femme et sa famille», résume Nicolas Duvoux.

Avec le déclin industriel, la précarité du travail, le chômage et l'éclatement des configurations familiales classiques, le système fait de plus en plus d'exclus – jeunes, mères seules avec enfants, qui basculent alors dans les minima sociaux. «La France traite encore la pauvreté en fonction du statut social des personnes, non en fonction de leurs besoins», estime Duvoux.

D'un côté, il y a donc un monde protégé de l'assurance (chômage, retraite, santé), régulé par les partenaires sociaux, où le cadre chômeur se voit par exemple garantir [le plus haut plafond d'indemnisation du chômage d'Europe](#) (jusqu'à 5.700 euros par mois). De l'autre, un monde de l'assistance dévolu aux collectivités, où les minima sociaux sont très bas et ne permettent pas de rebondir. «Les structures de la protection sociale et les structures sociales divergent de plus en plus, poursuit le sociologue. L'assistance ne s'attaque pas aux causes, elle pallie les effets.»

«Ça encourage à ne rien faire»

Recevoir une allocation d'assistance, type RMI ou RSA, encourage-t-il à ne rien faire? C'est ce que pensent environ la moitié des Français (*ci-contre*)



© Credoc

Mais hormis une étude de l'Insee dont la méthode a été très contestée, rien ne permet de l'affirmer. Selon une [enquête menée en 2009 par le Trésor](#) auprès de 7.000 allocataires du RMI, de l'allocation parent isolé et des ASS, seuls 4% des sondés donnent comme raison de leur inactivité la non-rentabilité financière de la reprise d'activité. C'est même [seulement 1%](#) selon la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Les études convergent: même si le gain à la reprise d'un emploi est faible, les bénéficiaires de minima sociaux veulent en général tout de même en retrouver un, et [il n'est pas rare qu'ils reprennent un travail même s'ils y perdent](#). La motivation financière n'est donc pas primordiale, un argument d'ailleurs utilisé par les opposants au RSA lors de son instauration, en 2008.

L'idée selon laquelle les bénéficiaires de minima sociaux se complaisent dans l'oisiveté tient d'autant moins, [rappelle Martin Hirsch](#) dans *Le Monde*, que «*les allocataires du RSA sont obligés, sauf problème de santé grave, de rechercher un emploi et d'être inscrit à Pôle emploi*» et sont donc «*soumis à l'obligation d'accepter deux offres raisonnables d'emploi*».

Selon l'enquête du ministère des finances, si un quart des bénéficiaires du RMI ne recherchent pas d'emploi, c'est d'abord à cause de leur état de santé, de contraintes personnelles, comme le sentiment de ne pas être employable en raison d'une période d'inactivité trop longue, l'absence de moyen de locomotion ou la garde des enfants...

La grande majorité des bénéficiaires du RSA voient leur situation comme un «*stigmat*», explique Nicolas Duvoux. Du reste, un million de travailleurs pauvres bénéficiaires potentiels du RSA [ne le demandent même pas](#). La faute aussi au caractère très «*intrusif*» des questionnaires de la Caf à remplir pour en bénéficier, dit le chercheur. Plutôt que la fainéantise supposée des bénéficiaires de revenus minimum, c'est bien l'état morose du marché du travail, le coma dépassé de la formation professionnelle, le piteux état de l'accompagnement des demandeurs d'emplois couplé à la crise de Pôle emploi, ou encore le labyrinthe institutionnel (la formation dépend des régions; le RSA des départements; le chômage et l'indemnisation de Pôle emploi, etc.), qui sont à blâmer.



*Les chercheurs interrogés dans l'article:*

Nicolas Duvoux, *L'Autonomie des assistés*, sociologie des politiques d'insertion, Puf, 2009. «S'interroger sur l'autonomie des assistés revient simplement à se défaire de la prénotion selon laquelle les assistés sont passifs et dépendants, pour se demander comment des individus qui reçoivent une assistance de la part de la collectivité parviennent à faire face au stigmate et à la pauvreté.»

La [page personnelle](#) de Nicolas Duvoux, maître de conférences à Paris-Descartes. A lire, [sur le site de la Vie des idées](#), «RSA, les impensés d'une réforme».

La [page personnelle](#) d'Hélène Périvier (OFCE), spécialiste des politiques familiales et sociales.

Sur le modèle social français et les minima sociaux:

[«Les allocataires de minima sociaux en 2009»](#) (Drees, ministère de la santé, 2011).

[«Les comptes de la protection sociale en 2009»](#) (Drees, ministère de la santé, 2011).

Antoine Bévert, «Le modèle social français vu des polders», [sur le site de La Vie des idées](#). Une comparaison avec les Pays-Bas qui fait apparaître en creux les limites de l'Etat social français.

Antoine Math, «Les familles pauvres sont-elles plus mal traitées en France? Une comparaison des revenus minima garantis dans douze pays européens», revue de l'IRES, 2007 ([en ligne sur le site](#)).

La réponse: oui.

Terra Nova, «La France doit augmenter ses minima sociaux», 2008. [En ligne](#).

Olivier Schwartz, «Vivons-nous encore dans une société de classes», 2009, [sur le site de la Vie des idées](#). Un texte court et précis sur l'«extension du domaine du désavantage social», et le sentiment de déclassement des classes moyennes.

Sur les «trappes à inactivité» et le RSA:

Tous les articles de Mediapart, [en cliquant ici](#).

[«L'influence des incitations financières sur le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux»](#), Direction du Trésor, 2009.

Dominique Méda, «Le RSA en question», 2008, [sur le site de la Vie des idées](#). Pourquoi le RSA n'est qu'une réponse partielle à la pauvreté, car les bénéficiaires de minima sociaux ne sont pas d'abord motivés par des considérations financières pour reprendre un travail. Et [bien d'autres articles sur ce thème...](#)

Le [dernier rapport du comité d'évaluation du RSA](#) (janvier 2011).

Sur le travail au noir:

Laurence Fontaine et Florence Weber (dir.), *Les Paradoxes de l'économie informelle*, Karthala 2010. Un ouvrage stimulant sur le travail au noir, qui est aussi un moyen de survie. [Cliquer ici pour l'acheter en ligne](#).

Sur la fraude:

[Prestations sociales: de la lutte contre la fraude au paiement "à bon droit"](#), note du Conseil d'analyse stratégique, 2008.